

MINISTÈRE DU TRAVAIL, DE LA SANTÉ, DES SOLIDARITÉS ET DES FAMILLES

Brochure n° 3078 | Conventions collectives nationales

CABINETS D'AVOCATS

IDCC : 1000 | **PERSONNEL SALARIÉ**

IDCC : 1850 | **AVOCATS SALARIÉS**

Avenant n° 136 du 24 janvier 2025 relatif aux salaires minima du personnel salarié non-avocats

NOR : ASET2550254M

IDCC : 1000

Entre l'(les) organisation(s) professionnelle(s) d'employeur(s) :

FNUJA ;

UPSA ;

SAF ;

ABF,

d'une part,

et le(s) syndicat(s) de salariés :

UNSA ;

CFTC CSFV ;

FEC FO ;

CAT ;

CFDT BPJ,

d'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

Article 1^{er} | Augmentation des minima conventionnels

Les signataires du présent avenant décident d'appliquer, à compter du 1^{er} janvier 2025, une augmentation des minima comme suit :

Niveau	Coefficient	Salaire brut	% d'augmentation
4	207	1 851,23 €	4 %
	215	1 875,00 €	3,02 %
	225	1 900,00 €	2,70 %
	240	1 930,00 €	2,41 %

Niveau	Coefficient	Salaire brut	% d'augmentation
3	240	1 930,00 €	2,41 %
	250	2 010,00 €	2,39 %
	265	2 130,00 €	2,36 %
	270	2 170,00 €	2,35 %
	285	2 290,00 €	2,33 %
	300	2 390,00 €	1,45 %
	350	2 748,35 €	–
2	385	2 994,11 €	–
	410	3 188,53 €	–
	450	3 499,61 €	–
	480	3 732,92 €	–
1	510	3 966,23 €	–
	560	4 355,07 €	–

Il est rappelé que treize mensualités doivent être payées en application de l'article 12 modifié par l'avenant n° 46 de la convention collective.

Mesures spécifiques pour les entreprises de moins de 50 salariés

Pour l'application de l'article L. 2261-23-1, les partenaires sociaux ont considéré qu'un accord portant sur les minima conventionnels applicables aux salariés de la branche n'avait pas à comporter les stipulations spécifiques mentionnées à l'article L. 2232-10-1. En effet, ceux-ci doivent s'appliquer quelle que soit la taille de l'entreprise, *a fortiori* dans une branche composée presque exclusivement d'entreprises de moins de 50 salariés.

Article 2 | *Date d'application du présent avenant*

La date d'application du présent avenant est fixée au 1^{er} janvier 2025.

Article 3 | *Demande d'extension*

Les parties signataires conviennent qu'il sera demandé l'extension du présent avenant.

Fait à Paris, le 24 janvier 2025.

(Suivent les signatures.)